

DES CENTRES PLUTÔT QU'UN SEUL

DANS LE DÉBAT SUR LE SCHEMA DIRECTEUR DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, LES ÉLUS DE PLAINE COMMUNE, ET SON PRÉSIDENT EN TÊTE, DÉFENDENT LE BESOIN DE PLUSIEURS CENTRES À CÔTÉ DE PARIS. **PAGES 2 À 4**

EN COMMUNE

Plaine Commune
Mensuel de la communauté
d'agglomération Aubervilliers +
La Courneuve + Épinay + L'Île-Saint-Denis +
Pierrefitte + Saint-Denis + Stains + Villetaneuse
N° 28 mars 2006. 1 €

LA PALETTE DE QUAREZ

LE PEINTRE ET AFFICHISTE MICHEL QUAREZ NOUS A REÇU DANS SON ATELIER DIONYSIEN. PORTRAIT D'UN PERSONNAGE HAUT EN COULEURS, QUI SERA BIENTÔT L'INVITÉ DU FESTIVAL DE CHAUMONT.

PAGE 13

Bonjour

MARS APRÈS NOVEMBRE

Novembre 2005 fut le mois des émeutes urbaines, de la révolte des quartiers populaires, de la crise des banlieues. Chacun a mis les mots qu'il voulait pour qualifier une réalité quasi nationale. En mars 2006, le pays est en proie à une vague de colère différente.

Étudiants d'abord, salariés ensuite, jeunes au commencement, et



adultes dans la foulée, se retrouvent dans les

rues par centaines de milliers. Au point que les studios de télé bruissent de références à mai 68...

Par deux fois en quatre mois, partout où le territoire compte suffisamment d'âmes qui vivent, souffle le vent de la fronde. Quelles que soient les opinions des uns et des autres, un constat s'impose : une société qui hoquette autant et à une telle fréquence est une société qui va mal.

À BIENTÔT POUR LE PROCHAIN NUMÉRO DISTRIBUÉ À PARTIR DU JEUDI 27 AVRIL.



LE CANAL, SE MET EN SCÈNE

Longtemps laissé pour compte, le long ruban d'eau connaît la plus importante cure de jouvence de son existence avec l'aménagement des berges par Plaine Commune. **PAGES 10 et 11**

**ÉLABORATION
DU SDRIF**

DEPUIS LA LOI
D'ORIENTATION POUR
L'AMÉNAGEMENT ET LE
DÉVELOPPEMENT DU
TERRITOIRE DE FÉVRIER
1995, L'ÉLABORATION DU

SDRIF RELÈVE DU CONSEIL
RÉGIONAL EN ASSOCIATION
AVEC L'ÉTAT. LA RÉVISION
DU SCHEMA DIRECTEUR
EST LANCÉE PAR UN
DÉCRET EN CONSEIL
D'ÉTAT. LA RÉGION
RECUEILLE L'AVIS DES
CONSEILS GÉNÉRAUX, DU

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET
SOCIAL RÉGIONAL ET DES
CHAMBRES CONSULAIRES.
LE SDRIF EST ENSUITE
APPROUVÉ PAR DÉCRET EN
CONSEIL D'ÉTAT.

« Reconnaître la richesse des territoires populaires »

POUR PATRICK BRAOUEZEC, LES DÉBATS SUR LE SDRIF DOIVENT TENIR COMPTE DU FAIT QUE PARIS N'EST PLUS LE CENTRE UNIQUE DE L'ÎLE-DE-FRANCE, MAIS UN PÔLE FORT, COMME CELUI DU NORD PARISIEN...



EXPOSITION de présentation du Schéma de cohérence territoriale (Scot).

Voilà un an que le député Patrick Braouezec a été élu président de Plaine Commune. Un premier anniversaire qui coïncide avec le grand chantier régional de mise à jour du Schéma directeur de la région Île-de-France (Sdrif). Autant dire que, le 14 mars, en recevant la presse pour un premier bilan, le président de la Communauté, entouré des maires de La Courneuve, Aubervilliers et Pierrefitte, respectivement Gilles Poux, Pascal Beaudet et Catherine Hamriot, avait matière à insister sur « la volonté d'être reconnu comme

un pôle de centralité émergeant, dans toutes ses dimensions, économiques, sociales et urbaines ». Pour lui, l'heure est à un « développement régional polycentrique ». En opposition à ce qui s'est pratiqué « depuis Philippe Auguste, avec un Paris s'étendant par vagues successives sur les territoires l'entourant ». Si la capitale doit rester « forte, dynamique et attractive », il convient de reconnaître « les valeurs qui font la richesse des territoires populaires », et donc de « concevoir un plan de développement partagé qui rééquilibre les disparités et inégalités territo-

riales et sociales, qui, si elles devaient continuer de creuser des territoires d'exclusion, constitueraient un réel danger pour l'attractivité et le dynamisme mêmes de la région ».

Dans un récent entretien accordé à notre confrère *Le Nouvel Obs-Paris*, Patrick Braouezec présentait déjà ce qu'il appelle des « patates », selon la théorie mathématique des ensembles, soit « des pôles qui doivent prendre en compte la question de la ville, qui devient plus compacte, plus dense, en réduisant ainsi le gaspillage de territoire et en freinant l'étalement urbain qui a un coût très

élevé en matière d'équipements ». Avec des questions essentielles comme « l'accessibilité au logement; l'emploi, avec l'arrivée de nouvelles entreprises, dont doivent

“ Le plan de développement partagé doit rééquilibrer les disparités et inégalités territoriales et sociales. ”

davantage pouvoir bénéficier les habitants du territoire; et aussi un meilleur maillage des transports en commun ». Pas moins de « 5 à 7 milliards d'euros d'investissements vont être réalisés sur notre territoire intercommunal dans les prochaines années », a-t-il ajouté. Chantiers de rénovation urbaine, de lignes de trams, construction de bureaux, d'entreprises et de logements... qui vont générer de l'emploi local. Début mars, « nous avons dans cet esprit réuni une trentaine de responsables d'entreprises directement concernées pour les sensibiliser à la question d'un recrutement local, sachant que pour cela il suffit souvent que soient abandonnés de vieux réflexes de rejet... ». Une pratique qui, au fil du temps, s'est révélée payante. « Lan dernier, Eurocopter a embauché pour la première fois 48 apprentis issus de la Seine-Saint-Denis », a expliqué Gilles Poux. « En dix ans, les salariés sur le site des EMGP sont passés de 800 à 8000 », a ajouté Pascal Beaudet, Patrick Braouezec indiquant que Saint-Denis, qui comptait 60000 salariés dans les années 60, et seulement 38000 dans les années 80, en totalise aujourd'hui 62000.

Julien Lafargue

**RENCONTRES
POUR L'EMPLOI**

LES CINQUIÈMES
RENCONTRES POUR
L'EMPLOI SE DÉROULERONT
LE JEUDI 13 AVRIL,
DE 9 H 30 À 17 HEURES, À LA
COURNEUVE. L'OBJECTIF DE

CE RENDEZ-VOUS EST DE
METTRE EN RAPPORT
DIRECT DES PERSONNES
À LA RECHERCHE D'UN
EMPLOI ET DES
ENTREPRISES DU
TERRITOIRE QUI
RECRUTENT. LORS DE
CETTE ÉDITION, LES

VISITEURS AURONT
L'OPPORTUNITÉ D'ALLER À
LA RENCONTRE D'UNE
QUARANTAINE
D'ENTREPRISES ET D'UNE
DIZAINE D'ORGANISMES DE
FORMATION.

**PESTE AVIAIRE,
COMMENT LA
PREVENIR ?**

LE PARC DÉPARTEMENTAL
DE LA COURNEUVE, OÙ
NIDIFIENT QUELQUES
COUPLES D'OISEAU X
MIGRATEURS, TOUT

L'onde de choc du 9-3

TOUTE LA JOURNÉE DU 17 MARS, FRANCE INTER A OUVERT SON ANTENNE AUX JEUNES DU DÉPARTEMENT.

Le jingle est lancé. Comme tous les jours, les programmes de France Inter débütent par la session d'information du 6/9. Sauf que ce 17 mars, à la place de la voix de Pierre Weill, l'animateur vedette de cette tranche matinale, c'est celle de Kevin qui se diffuse sur les ondes. « *Les jeunes de Seine-Saint-Denis sont là. Tous aux postes !* » Effet de surprise garanti chez ceux qui écoutent, l'annonce qui vient d'être faite ouvre sur une journée très particulière.

De l'aube au soir, ils seront une cinquantaine à se succéder en studio. Reportages, témoignages en direct, leurs interventions vont s'insérer dans la grille de l'antenne.

9 heures : pour *Eclectik*, Rebecca Manzoni les fait dialoguer sur l'amour ; 10 heures : le *Café Bazar* de Mathieu Vidard est consacré à l'image des banlieues ; 14 heures : *2000 ans d'histoire* s'intéresse à l'argot ; 18 heures : David Glaser évoque la transmission familiale ; 20 heures : dans *Nous autres*, Zoé Varier diffuse un sujet réalisé par une classe de 4^e, *Aide et soutien sur son quotidien scolaire*.

« *L'idée, c'était de faire entendre à nos auditeurs, directement et sans filtre, cette jeunesse dont on*



DANS LES STUDIOS de France Inter, vendredi 17 mars, au cours de la tranche matinale.

parle beaucoup mais à qui on tend rarement le micro», résume Edouard Zambeaux, le journaliste qui a coordonné l'opération. Pas de « spécialistes » des banlieues à l'antenne, pas de sociologues ni de politiques, les propos, parfois bruts de décoffrage, sont ceux d'un échantillon d'adolescents aux couleurs du 9-3. Une mosaïque de points de vue à l'image de leur diversité.

Il y a là Esta, collégienne arrivée d'Haïti il y a quelques mois. Il y a là Alil, lycéen passionné de taekwondo qui a vu brû-

ler son gymnase à l'automne. Et puis aussi Sara, la footballeuse, Anaïs, la militante, Thomas, le Français des Antilles qui se pose des questions sur son identité... Un kaléidoscope de vies racontées, parfois timidement, parfois effrontément, et souvent plus éclairant que bien des analyses. « *On voulait être dans le vrai. A la fois spontanés mais aussi réfléchis, d'où une longue préparation en amont pour que les jeunes soient assez à l'aise pour mettre les bons mots sur ce qu'ils voulaient dire* », explique Alain Be-

restetsky, le directeur de la Fondation 93 qui est à l'origine de cette journée. Soutenu par le conseil général, cet organisme organise des débats avec les scolaires sur des questions de société. Le rapport à la presse y est souvent évoqué. « *C'est une génération très sensible à l'image, qui se sent ignorée ou caricaturée par les médias*. » En initiant depuis quelques années des collaborations avec *Le Monde*, *Libération*, *LEquipe*, *Télérama*, *Courrier International* et RFI, la fondation leur a ouvert une fenêtre d'ex-

pression. La collaboration avec France Inter a poussé encore plus loin cette démarche.

Une quinzaine d'établissements scolaires du département ont participé à l'aventure, dont quatre de Plaine Commune (le collège Gustave-Courbet à Pierrefitte, les lycées Jean-Baptiste de la Salle et Enna ainsi que l'atelier scolaire de la PJJ à Saint-Denis). « *J'espère que les gens avaient les oreilles bien ouvertes !* », conclut Lydia, une des jeunes protagonistes de cette aventure radiophonique. **Frédéric Medeiros**

COMME LES BORDS DE SEINE, LE CANAL DE SAINT-DENIS ET LES ESPACES VERTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION, ONT ÉTÉ PLACÉS SOUS UNE VIGILANCE RENFORCÉE. LE RECTORAT DE CRÉTEIL A

RÉDIGÉ UN TEXTE D'INFORMATION SUR LA GRIPPE AVIAIRE, À DESTINATION DES ÉCOLES. L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 26 FÉVRIER IMPOSE AUX DÉTENTEURS D'OISEAUX – À L'EXCEPTION DES OISEAUX EN CAGE (SERINS,

CANARIS) – DE LES DÉCLARER À LA MAIRIE DE LEUR DOMICILE. TOUT CONTREVENANT EST PASSIBLE D'UNE AMENDE. EN CAS DE DÉCOUVERT E D'UN VOLATILE MORT, NE PAS LE TOUCHER MAIS AVERTIR LE SERVICE

HYGIÈNE DE SA COMMUNE, QUI FERA PROCÉDER À SA RÉCUPÉRATION PAR UNE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE. EN CAS DE MANIPULATION, IL FAUT SE LAVÉR SOIGNEUSEMENT LES MAINS À L'EAU SAVONNEUSE.

FERMETURES TEMPORAIRES DES BIBLIS
LES BIBLIOTHÈQUES ET MÉDIATHÈQUES DU TERRITOIRE VONT FERMER LEURS PORTES QUELQUE TEMPS POUR PERMETTRE

DES TRAVAUX D'INFORMATISATION ET LEUR MISE EN RÉSEAU. À ÉPINAY ET LA COURNEUVE, CETTE FERMETURE INTERVIENDRA DU 21 AVRIL AU 8 MAI. À STAINS ET AUBERVILLIERS, DU 22 AVRIL AU 8 MAI.

À PIERREFITTE ET SAINT-DENIS, DU 23 AVRIL AU 8 MAI. L'ÎLE-SAINT-DENIS ET VILLETANÈSE, QUI NE SONT PAS INFORMATISÉES, FERMERONT EN JUILLET ET AOÛT.

ECO TROPHÉES 93
LES ENTREPRISES DE SEINE-SAINT-DENIS DÉSIRESUSES DE PARTICIPER AU CONCOURS DES ECO TROPHÉES 93 POUR SOUTENIR ET VALORISER LES MESURES

ENVIRONNEMENTALES INNOVANTES PEUVENT LE FAIRE JUSQU'AU 7 AVRIL. QUATRE TROPHÉES SONT EN JEU : DÉMARCHÉ DE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL, MISE EN PLACE D'UN ÉCOPRODUIT, MISE EN ŒUVRE D'UNE OPÉRATION

EXEMPLAIRE ET LE TROPHÉE SPÉCIAL « GESTION DES DÉCHETS ». LES DOSSIERS DE CANDIDATURE SONT À RETIRER À LA CCIP SEINE-SAINT-DENIS (01 48 95 10 35), OU SUR LE SITE INTERNET WWW.CCIP93.FR

LE GÉANT DE L'ASSURANCE, INSTALLÉ QUARTIER LANDY-FRANCE, DÉVELOPPE DES ACTIONS POUR OUVRIR LES PORTES DU TERRITOIRE À SES 4 000 SALARIÉS.



GENERALI s'est installé avenue François-Mitterrand à la Plaine en 2003.

Le groupe d'assurances Generali, qui, en 2003, a installé 4 000 de ses salariés dans plusieurs immeubles flambant neufs de l'avenue François-Mitterrand à la Plaine Saint-Denis, a voulu, dès son arrivée, mieux associer le personnel à la vie du territoire. Un besoin exprimé, même confusément, par nombre d'employés et cadres des diverses sociétés du groupe, qui ne voyaient pas toujours avec le sourire cette nouvelle implantation, eux qui étaient habitués à fréquenter quotidiennement des quartiers du centre de Paris. C'est ainsi que sont nées, très vite, les « pauses sourires », rendez-vous de la mi-journée, dont la vocation est aussi bien culturelle que sportive ou citoyenne... Une initiative originale que n'a pas manqué de relever le journal professionnel de l'assurance. Le 8 décembre, un jury de spécialistes des res-

Generali assure la convivialité

sources humaines a décerné au groupe Generali son prix Argus d'Or, dans la catégorie innovation sociale, en soulignant « le souci de la qualité de vie sur le site (et) l'originalité de l'opération sans équivalent aujourd'hui dans le domaine de la communication interne ». Une récompense dont s'est félicité Germain Ferec, le directeur des relations sociales chez l'assureur, pour qui « ces opérations ont permis que nos collaborateurs découvrent un territoire en plein essor ». Des opérations inconnues ont, dans le même esprit d'échanges, accueilli plusieurs centaines de Dionysiens autour d'expositions. Les 26 et 27 janvier à la

mi-journée, le théâtre aussi a été à l'honneur, avec *À la quête du nouveau regard*, une pièce

“ Les animations pendant les pauses sourires ont amélioré la qualité de vie dans l'entreprise. ”

écrite et mise en scène par les salariés de Generali sur le handicap dans la vie professionnelle. Ce spectacle in-

terprété pas une douzaine de salariés, handicapés ou non, avait pour ambition « de modifier le regard et donner les préjugés des collègues de travail ». Ce qui est aussi une affaire de citoyen-neté. Depuis le 1^{er} janvier 2005, pas moins de 90 animations différentes ont été suivies par 5 000 personnes, comme l'exposition sur l'histoire foire du Lendit, des sorties groupées dans les musées, des visites-découvertes du territoire, etc. Et, en 2006, de nouvelles initiatives devraient voir le jour, comme la tenue d'un café philo mensuel, des expositions avec le Cnam, des conférences sur Mozart...

J.L.

Dans la presse

LE PARISIEN

Le quotidien régional s'intéresse, dans son édition du 6 mars, à une consultation organisée pour la population de la cité-jardin, à Stains. « Au terme de trois jours de vote, 79,8% des électeurs sont d'accord avec les élus pour limiter la circulation des voitures dans ce quartier ouvrier construit dans les années 1920 et classé depuis », écrit Eric Bureau.

LE JOURNAL DU DIMANCHE

Sous le titre *Banlieues, l'inquiétude des maires*, Bertrand Greco donne la parole à un certain nombre d'élus, quatre mois après les événements de novembre. Parmi ceux-ci, Patrick Braouezec a affirmé que « rien n'est réglé sur le fond. Tous les ingrédients qui mènent à une insurrection sont là ».

LES ECHOS

Dominique Chapuis signe un article sur les grands axes de développement de Plaine de France, « vaste territoire de 230 km² situé entre Paris et l'aéroport de Roissy ». Le journaliste, à propos des transports, note que « le seul dossier qui progresse est celui du tramway entre les villes de Saint-Denis et de Sarcelles, stoppé pour cause de surcoût, et dont les travaux devraient démarrer cette année ».

La Plaine attend un lycée

L'IDÉE D'ÉTABLISSEMENT EXPERIMENTAL LANCÉE PAR LES PATRONS DE SCIENCES-PO ET DE PARIS 6 EST EN MARCHÉ. PLAINE COMMUNE VEUT L'ACCUEILLIR À LA PLAINE SAINT-DENIS.

« Lycée d'excellence », « lycée pilote »... Après les événements de novembre, l'idée a germé de bâtir en Seine-Saint-Denis un établissement particulier à la rentrée prochaine. De taille moyenne (1 200 élèves maximum), il recruterait selon la carte scolaire et devrait accueillir des enseignants volontaires. Plusieurs mois après qu'ils l'ont lancée, l'idée de Richard Descoings, directeur de Sciences-Po Paris, et Gilbert Béréziat, président de l'Université Pierre-et-Marie-Curie (Paris 6), a le mérite d'ouvrir un large débat. Celui de l'égalité des chances.

Le projet, généreux dans sa philosophie, est reçu avec un accueil prudent et contrasté. « Au départ, le nom relayé par des articles de presse (« lycée d'excellence ») n'était pas le mieux choisi, car il laissait planer quelques doutes sur sa mission. Lycée expérimental me paraît être un nom plus à propos », explique Patrick Braouezec, le président de la communauté d'agglomération. « J'ai souhaité qu'on débâte sur cette idée afin de savoir exactement quel est le but poursuivi. J'ai insisté pour que ce soit un lycée de secteur, un établissement public sup-



CE NOUVEAU LYCÉE accueillerait 1 200 élèves au maximum et des enseignants volontaires.

plémentaire qui répond à nos besoins démographiques et en aucun cas un établissement qui attrape tout sur son passage », ajoute l'ancien instituteur. Du côté des provideurs, la prudence prévaut également : « Le lycée d'excellence, c'est nous ! », s'amuse Jean-François Bourdon, provideur du lycée Feyder à Epinay-sur-Seine. Cet établissement, lié par la convention prioritaire avec Sciences-Po (3 élèves ont intégré l'IEP cette année), vient également d'annoncer l'ouverture

pour la rentrée prochaine d'une classe scientifique préparatoire aux études supérieures en collaboration avec l'Institut scientifique et polytechnique Galilée (ISPG) de l'Université Paris 13-Villetaneuse et le Supméca, l'Institut supérieur de mécanique de Paris, de Saint-Ouen. « Je ne pense pas que ça nous apprenne grand-chose et il faut absolument éviter de créer une notion de sélection », insiste Violette Lecoq, avant d'ajouter : « On ne peut pas promouvoir l'excellence sans se pencher sur les difficultés exis-

tantes et les besoins immédiats. » C'est sans doute dans cette direction qu'il conviendra d'œuvrer pour que le projet fasse suffisamment d'adeptes. Et c'est dans ce sens que Patrick Braouezec et Didier Paillard, maire de Saint-Denis, ont écrit à Jean-Paul Huchon, président de la Région, pour dire la volonté de la communauté d'agglomération « d'accueillir ce lycée expérimental. Notre mobilisation commune serait un signe fort des pouvoirs publics. » François Valner

« d'accueillir ce lycée expérimental. Notre mobilisation commune serait un signe fort des pouvoirs publics. » François Valner

TRAVAUX À EPINAY

JUSQU'EN DÉCEMBRE, L'AVENUE GALLIENI À EPINAY VA FAIRE L'OBJET DE NOMBREUX TRAVAUX. AUJOURD'HUI, C'EST UNE VOIE DE TRANSIT TRÈS ENCOMBRÉE DONT LE

TRAFIC NUIT À LA TRANQUILLITÉ DU QUARTIER. PLAINE COMMUNE, LA VILLE ET LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT SONT EN TRAIN DE PROCÉDER À SON RÉAMÉNAGEMENT TOTAL.

ASSISES DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

VENDREDI 31 MARS APRÈS-MIDI, PLAINE COMMUNE ET CERISES (CENTRE EUROPÉEN DE RESSOURCES SUR LES

INITIATIVES SOLIDAIRES ET LES ENTREPRISES SOCIALES) ORGANISENT LES ASSISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, À LA BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-DENIS. L'OBJECTIF EST DE METTRE EN RELATION LES DIFFÉRENTS ACTEURS :

COOPÉRATIVES, STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE, DE LA FINANCE SOLIDAIRE, DE L'ÉDUCATION POPULAIRE, DE LA CONSOMMATION, DE LA FORMATION, DU DÉVELOPPEMENT LOCAL, ETC.

Le droit de se déplacer

AVEC LA MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN LOCAL DE DÉPLACEMENTS, L'AGGLO S'ATTELE À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRANSPORTS ET DE MOBILITÉ.

Imaginons une agglomération où se déplacer ne serait plus une corvée. Avec des bus et des trains plus accessibles et plus fréquents. De vrais trottoirs où marcher, de vrais itinéraires aménagés pour rouler à vélo. Imaginons moins de bruit et de gaz d'échappement... C'est pour que ce rêve devienne réalité que Plaine Commune travaille actuellement à l'élaboration d'un Plan local de déplacements (PLD), visant à organiser les transports, la circulation et le stationnement sur l'ensemble de l'agglomération, pour les quinze ans à venir. « 1,2 million de déplacements sont quotidiennement recensés sur le territoire, explique Nathalie Hild, directrice des transports à Plaine Commune. À travers le PLD, nous souhaitons donner à chaque habitant les moyens d'exercer son droit à la mobilité. »

Pour ce faire, la communauté s'est lancée dans une première étape, consacrée au diagnostic de la situation. Ce travail, en cours d'achèvement, a permis de mettre en lumière différents éléments: la constante augmentation du trafic automobile (500 000 véhicules transitent chaque jour sur le territoire), la forte dépendance des habitants



LE DÉVELOPPEMENT du vélo est devenu un enjeu.

Stéphane Kovachy

à l'égard des transports publics (44% des ménages n'ont pas de véhicule), ou encore l'enclavement de certains quartiers. En revanche, Plaine Commune jouit d'une position géographique stratégique, entre Paris et la grande

banlieue. « Face à cet état des lieux, deux enjeux majeurs se dessinent tout particulièrement, poursuit Nathalie Hild. La maîtrise de la place de la voiture en ville et le développement des transports en commun et des

circulations douces (marche à pied, vélo, rollers...). »

Le PLD devrait également inclure des propositions concernant le déplacement des personnes à mobilité réduite, la desserte des grands équipements et services, le stationnement en ville, la circulation des deux-roues motorisés et des taxis, et le transport de marchandises. D'ici à la fin de l'année, ce document réglementaire sera adopté par les conseillers communautaires, à l'issue de consultations avec les populations du territoire. Une enquête publique est en effet prévue en amont, tout comme des réunions de concertation, à l'occasion de la semaine européenne de la mobilité, en septembre.

Rebecca Antonachvili

QUELQUES PRIORITÉS LOCALES

Saint-Denis : résoudre les problèmes de circulation autour de la gare, améliorer les relations interquartiers via le réseau de bus, désenclaver la ligne 13.

Stains : intégrer la future tangentielle dans l'environnement urbain.

La Courneuve : développer des liens avec le parc départemental, prolonger le métro vers Le Bourget et au-delà.

Aubervilliers : améliorer la desserte du sec-

teur de la Porte d'Aubervilliers.

Pierrefitte : développer les liens Est-Ouest, via la RN1, réorganiser le réseau de bus, avec l'arrivée du tram sur pneus.

Élie-Saint-Denis : consolider les liaisons Nord-Sud dans la ville, via la RD1 bis.

Épinay : repenser le réseau bus, réguler le trafic automobile sur la RN 14.

Villetaneuse : desservir l'université Paris 13.

Bravo!

FEMME AU CROCHET

Le 8 mars, on célébrait la Journée internationale des droits de la femme. Droits acquis ou droits à gagner? Ailleurs comme ici, il reste du chemin à faire! Et une fois de plus, dans l'Hexagone, les médias se braquent sur la banlieue. Avec une



question posée: les nouvelles générations de cette

France multiculturelle vont-elles relever le défi? À sa manière, Lucie Bertaud participe à ce combat en décochant quelques uppercuts au sexisme. Au figuré comme au propre, puisque cette jeune fille de 21 ans est la figure de proue de la boxe féminine made in 93. La sociétaire du club d'Aubervilliers, Boxing Beats, vient de remporter le titre de championne de France des 60 kg. Crinière blonde, yeux de lynx, sourire charmeur et petit brillant incrusté dans une incisive, Lucie la tigresse met les gants sur le ring mais sans en prendre en dehors. Pas question, pour elle, de s'effacer devant les garçons. Le respect, elle l'a gagné aux poings. Chapeau! Des Lucie Bertaud, il en faudra encore quelques-unes pour mettre définitivement les machos KO...

F. M.

13
OUVRAGES D'ART
FRANCHISSENT LE CANAL
SAINT-DENIS.

6,6 KM
C'EST LA LONGUEUR DU
CANAL DEPUIS LE PARC DE

LA VILLETTE JUSQU'À LA
CONFLUENCE AVEC LA
SEINE, À EPINAY.
5,5 KM SONT SUR PLAINE
COMMUNE.

1997
EST L'ANNÉE OÙ

L'ARCHITECTE-PAYSAGISTE
MICHEL CORAJOU, MISSIONNÉ PAR
AUBERVILLIERS, SAINT-DENIS
ET LE SYNDICAT PLAINE
RENAISSANCE, A FIXÉ LES PRINCIPES
D'AMÉNAGEMENT DES
BERGES DU CANAL.

3,2 À 3,5
MÈTRES
C'EST LA PROFONDEUR DU
CANAL, QUI PERMET LA
CIRCULATION DES
PÉNICHES ET BARGES DE
1000 TONNES.

ESPÈCES
UNE TRENTAINE D'ESPÈCES
DE POISSONS – GARDONS,
TANCHES, BROCHETS,
BRÈMES, CARPES, ETC. –
VIVENT DANS LE CANAL.

6
BIEFS, RÉGULÉS PAR 7
ÉCLUSES, COMPENSENT UN
DÉNIVELÉ DE 28 MÈTRES
ENTRE PARIS ET LA SEINE.

PLANTATIONS
LES BERGES RÉNOVÉES
SONT JALONNÉES PAR
36 000 ARBUSTES ET
ROSIERS, 50 000 PLANTES
VI VACES ET À BULBE
(TULIPES, CHARMES,
AULNES, HÊTRES, ETC.)

CONCERTATION
UNE VINGTAINE DE
RÉUNIONS DANS LES
QUARTIERS BORDANT LE
CANAL ONT PERMIS DE
CONCERNER LA
POPULATION SUR CES
AMÉNAGEMENTS.

MOBILIER
UNE CINQUANTAINE DE
BANCS, UNE CENTAINE DE
POUBELLES ET DE
CANÉLABRES, DOUZE
GRANDS MÂTS ÉCLAIRANT
LES ÉCLUSES ONT ÉTÉ
INSTALLÉS.

Le nouveau canal plus

D'AUBERVILLIERS À SAINT-DENIS, 3,8 KM DE BERGES RÉNOVÉES VONT ÊTRE INAUGURÉES SUR LE CANAL DE SAINT-DENIS. CE PROJET RÉAFFIRME LA MIXITÉ ENTRE LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET LES USAGES DE LOISIRS.

La tête encapuchonnée sous les assauts de la pluie, mais les pieds encore au sec dans ses baskets à trois bandes, Momo allonge sa foulée régulière sur l'ancien chemin de halage. Il trotte ainsi depuis le bassin de la Villette, tranquille comme Baptiste. Il a déjà avalé 6 kilomètres jusqu'à la gare de Saint-Denis. Deux fois par semaine, les berges du canal deviennent son terrain d'endurance. « Terminés les pavés disjointes et les herbes folles parsemées de tessons de bouteille, comme c'était le cas quai du Port ou à la passerelle de Geyter », se féli-

cite-t-il. Abonné des lieux et observateur avisé, il a vu l'espace se métamorphoser par tableaux successifs depuis son premier jogging ici même, à la fin des années 90. Cinq ans après le coup d'envoi des travaux sur Aubervilliers (pont tournant et Marcreux) et Saint-Denis (Cornillon), Plaine Commune inaugurerait, le 11 juin, un total de 3,8 km de berges rénovées sur la rive droite du canal, jusqu'à la gare RER de Saint-Denis. À l'automne 2005 s'est terminée la première des trois grandes phases de chantier prévues jusqu'en 2008, et au-delà sans doute. Au terme de celles-ci, l'intégralité du canal – rive gauche comprise –, dans sa traversée du territoire de l'agglomération, aura subi la plus importante cure de jeunesse de son histoire. Débutée par les municipalités d'Aubervilliers et Saint-Denis sur la partie traversant leur territoire respectif, elle s'est poursuivie à l'échelle communautaire depuis 2000. Le canal n'a cessé de s'affirmer comme un projet d'aménagement structurant et valorisant pour l'ensemble des huit communes de l'agglomération. Avec des berges transformées en espaces paysagers offerts à un public de plus en plus nombreux à les fréquenter, ses parcs en devenir, l'installation de mobilier urbain (ban-

ques, candélabres, etc.), ses liaisons nouvelles qui l'ouvrent sur les villes traversées, le canal est passé d'un statut d'arrière-cour à celui de vitrine. Les berges du canal constituent un nouvel espace paysager, dont la responsabilité de l'entretien et de la gestion revient à Plaine Commune, via les Unités territoriales espaces publics, parcs et jardins d'Aubervilliers et de Saint-Denis/Lille-Saint-Denis. Le ramassage des débris et le vidage des corbeilles seront réalisés cinq fois par semaine. Les jardiniers communautaires seront appuyés par du personnel des Centres d'aide par le travail (CAT). En période estivale, des saisonniers

viendront en renfort. « Latout majeur de ce vaste chantier d'intérêt communautaire réside dans sa double orientation : développer les usages loisirs au bord du canal tout en conservant sa vocation économique », précise Daniel Goldberg, vice-président de Plaine Commune. Ainsi, en 2008, la fin de l'aménagement des 6 hectares de la ZAC Canal-Porte d'Aubervilliers intègrera cette double dimension. Plus en amont, des discussions se déroulent avec la ville de Paris pour un transfert des sablières sur la rive gauche, ou, à défaut, leur accommodement en « chambres vertes ». La rénovation du bassin de la Maltournée a finalement été incluse dans la réflexion d'ensemble sur le

projet d'aménagement de la ZAC Porte de Paris. « Compte tenu des contraintes techniques mais également financières liées à la réalisation du Plan pluriannuel d'investissement, il est impossible d'avancer à marche forcée », ajoute l'élu. Mais les prochaines phases sont connues. Déjà, 800 mètres de berges, sur la rive gauche, ont été réhabilités à la hauteur du Stade de France. Le calendrier 2006-2007 prévoit la reprise des travaux sur Aubervilliers en face du dépôt de Flandres, l'entame de la réalisation d'un port paysager à vocation touristique au nord, avant le confluent avec la Seine. Le canal a bien retrouvé le devant de la scène. **Frédéric Lombard**

PARIS ET L'AGGLO SE JETTENT À L'EAU

Les aménagements des berges du canal n'auraient pu se réaliser sans l'aval de la ville de Paris – propriétaire de la voie d'eau – et une ambition urbaine conjointe sur un ensemble d'autres projets. Ceux-ci font l'objet d'une charte partenariale en cours de finalisation entre Paris et Plaine Commune. Le document dessine des axes de coopération englobant l'essentiel des questions liées au développement du Nord-Est parisien et de la Plaine Saint-Denis. L'approche se veut solidaire et mutuellement avantageuse pour la valorisation des deux territoires. S'agissant du canal, l'élaboration d'un Schéma directeur d'aménagement portuaire, le développement des circulations douces, la poursuite de l'aménagement de l'espace public des rives illustrent cette démarche partagée et cohérente.



MARS 2006. Le canal attend lui aussi le printemps.

DE PORT EN PORT

Tombé entre les années 70 et les années 80 de 4 millions de tonnes à 1,3 million, le trafic fluvial retrouve toute son attractivité. L'heure est à la recherche d'alternatives crédibles à la route pour le transport des marchandises. Même en l'état actuel, l'utilisation du canal évite aujourd'hui un va-et-vient routier équivalent à 200 camions par jour. Mais il est possible d'augmenter ce chiffre de 50% en cinq ans. C'est l'une des conclusions du Schéma directeur des implantations portuaires sur le canal de Saint-Denis qu'élabore Plaine Commune. Cette étude, conduite en partenariat avec la ville de Paris et le conseil général de la Seine-Saint-Denis, poursuit un triple objectif. Il s'agit de créer les conditions d'un développement durable des activités portuaires, compatible avec les objectifs du Plan de déplacement urbain (PDU). L'ambition est également de diversifier les usages de la voie d'eau. Enfin, le schéma doit s'intégrer dans les projets urbains existants le long du canal (aménagement des berges, ZAC Porte d'Aubervilliers, Parc canal, etc.). Ainsi, le schéma directeur organise en priorité quinze emplacements – à aménager ou à créer – en sites portuaires. Les besoins s'élèveraient à neuf ports urbains dédiés à l'activité industrielle (bâtiment et travaux publics, activités de distribution ou de livraison), trois ports publics (zones de chargement et de déchargement), deux ports à vocation culturelle et de loisirs, un port de plaisance. S'il est concrétisé, le Schéma directeur permettra d'augmenter de 50% la surface des berges occupée par l'activité économique, tout en garantissant la continuité des circulations douces et le développement paysager des berges.

LE RETOUR DE SPARTACUS
EN FÉVRIER-MARS 2005, ÇA AVAIT MARCHÉ DU FEU DE DIEU. CETTE ANNÉE, LA COMPAGNIE JOLIE MÔME REMET LE COUVERT AVEC « JE REVIENDRAI ET JE

SERAI DES MILLIONS... SPARTACUS ». 1 H 40 DE THÉÂTRE ET DE MUSIQUE, UNE MISE EN SCÈNE DES RAPPORTS ENTRE MAÎTRES DU MONDE ET ESCLAVES... L'EMPIRE ÉDIFIÉ PAR ROME COMME PRÉFIGURATION DES

RAPPORTS NORD-SUD D'AUJOURD'HUI ? LIBREMENT INSPIRÉE D'HOWARD FAST ET D'ASTÉRIX, C'EST EN TOUS CAS LA RÉPONSE PROPOSÉE PAR CE SPECTACLE D'ACTUALITÉ ANTIQUE.

DU 25 MARS AU 16 AVRIL À LA BELLE ÉTOILE 14, RUE SAINT-JUST À LA PLAINE SAINT-DENIS
RÉSERVATIONS : 01 49 98 39 20

GENS D'ICI
les femmes et les hommes du territoire

DERNIÈRE CRÉATION
UNE AFFICHE RÉALISÉE POUR LE CINÉMA L'ECRAN DE SAINT-DENIS.

RENDEZ-VOUS
MICHEL QUAREZ SERA EN MAI L'INVITÉ D'HONNEUR DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE CHAUMONT.

RÊVES
IL EN A PLUSIEURS, DONT CELUI D'INVESTIR UNE STATION DE MÉTRO ET POURQUOI PAS DANS SA VILLE, À SAINT-DENIS BASILIQUE.

Ambition réussie

PLAINE COMMUNE A MULTIPLIÉ LES INITIATIVES POUR RENDRE LECTURE ET EXPRESSION ARTISTIQUE ACCESSIBLES À TOUS... RETOUR SUR UNE AMBITION BIEN ASSURÉE AVANT LA CONNEXION EN RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES.



À LA BIBLIOTHÈQUE de Pierrefitte, qui vient d'accueillir un festival de l'illustration jeunesse.

En janvier 2005, la compétence en matière de lecture publique a été transférée à Plaine Commune. Ainsi, la mutualisation des moyens, couplée à une vraie politique visant à rapprocher les œuvres des habitants, aura sans doute modifié le regard de l'usager sur la médiathèque. Sur les agendas perso, il faut, de plus en plus, se tenir au fait de leur programmation ! On était venu, un samedi peut-être, emprunter un bouquin et puis, au détour d'un rayon, on s'est retrouvé entraîné par un individu souriant vers une yourte... Là, sous cette tente vaguement transparente, on aura entendu – murmurés à l'oreille – des frag-

ments de Philip Roth, Marguerite Duras... C'était Histoires de Je: deux comédiens proposaient une entrée originale en littérature contemporaine, trois mois durant... Dans un même espace-temps – 25 février-21 avril, courez-y maintenant, donc – on aura goûté à ces Histoires communes qui déroulent un festival de contes, d'ici et d'ailleurs, pour petits et grands en 24 rendez-vous. Y avait-il encore de la place sur les petits carnets ? Courant mars, la médiathèque de Pierrefitte accueillait un festival de l'illustration jeunesse ainsi qu'une expo photo sur le thème des contrastes. Entre-temps, les médiathèques de Saint-Denis donnaient dans la 8^e édition de

“ On était venu, un samedi peut-être, emprunter un bouquin, et puis on s'est retrouvé entraîné par un individu souriant vers une yourte... ”

Éclats de lire, initiative locale drainant dans le même bain de littéraires croisées bibliothécaires, comité de lecteurs, enseignants et scolaires. Cela tandis que survenait le Printemps des poètes dans les bibliothèques, entre autres... Oui, il y en a eu pour tous et cela devrait continuer. Effectivement, au 120, avenue du Président-Wilson (dans le quartier de la Plaine), la construction du premier équipement communautaire – la médiathèque Don Quichotte – est en cours. Enfin, dès le 9 mai prochain, 20 médiathèques (sur 22) seront connectées en réseau : carte d'inscription unique et possibilité d'emprunt sur tout le territoire, consultation du fonds global à partir d'un portail Internet... C'était une ambition, c'est une réussite. **Eric Guignet**

Coup de cœur

VAILLANT !

Mariano Alda, c'est un mec d'Aubervilliers, artisan électricien de 9 à 18 heures, fondu de BD 24 h/24 h. Atteint d'une collectionnite aiguë depuis l'adolescence, il se connecte en 2003 à pif.collection.com. Pif le chien devient le meilleur ami de Mariano, qui s'improvise chroniqueur prolifique, puis collabore – en tant qu'iconographe – à la réalisation de *Pif Gadget, la véritable histoire, des origines à nos jours*, de Richard Medioni chez Vaillant Collector. Vaillant ?

Mais oui, avant *Pif* il y avait *Vaillant*, « le journal

le plus captivant » : Gail-Luron, Pifou – Glop Glop ! – Placid et Muzo, Teddy Ted et Pif y ont vu le jour... Sur un sujet jamais défloré, Hervé Cultru, historien, s'est attelé à raconter l'histoire de cet hebdo engagé (1942-1969). Mariano s'est collé à l'icône et, pour livrer une somme de plus de 413 illustrations et photos souvent inédites, il s'est acheté 90% des 1 238 numéros de *Vaillant* ! Une belle aventure, un beau bouquin tout juste sorti des presses: rencontre et dédicaces le 1^{er} avril, à 17 heures, à la librairie les Mots passants, Aubervilliers. **E. G.**

MICHEL QUAREZ

Maître de la couleur



L'atelier de Michel Quarez s'ouvre sur un petit jardin. Crocus et tulipes tentent de percer les feuilles mortes. Au premier étage, son atelier. Au sol, des pots, la peinture. Au mur, de grandes feuilles: affiche ou tableau ? Une question au centre de son travail. Tout en racontant sa passion pour les affiches, Michel Quarez arpente la pièce: « À l'âge de 15 ans, j'ai sympathisé avec une directrice de l'agence Giraudy, elle m'a donné mes premières affiches de Savignac, que je considère comme l'un

de mes maîtres. J'ai ainsi démarré ma collection. » Une pause, un sourire. Il évoque son parcours. Les Beaux-Arts de Bordeaux, les Arts-Déco à Paris. Une idée en appelle une autre, une rencontre, un souvenir, une colère. « Quelle est la question ? » Peintre ou affichiste ? « Exposer dans la rue, c'est aller à la rencontre d'un public inconnu. Voir une de mes affiches dans la rue, c'est mon plus grand plaisir ! » Michel Quarez sort ses cartons à dessins. Image après image, il explique ses différents projets, sa démarche, sa réflexion, il

retrace son cheminement intellectuel et artistique. Une affiche de Quarez, ça se discute ferme. Il a des idées, il les défend. Tout s'enchaîne, il sort une autre série de peintures, restée dans les cartons. Il commente. Vif, enthousiaste, Michel Quarez est un homme en colère, en colère contre ceux qui pensent que les gens sont trop bêtes pour comprendre, contre ceux qui s'enferment dans des certitudes. Entier et sans concession, il dit ce qu'il pense. Michel Quarez sort un petit carnet où il note ses réflexions. Autant sa peinture est généreuse,

autant ses mots sont acerbes. « Je ne suis pas graphiste, chez moi pas d'ordinateur, j'en connais les limites. » Enervé et drôle à la fois, il pousse un coup de gueule: « Je ne vais pas mettre le nez dans le cul de Bill Gates. Mes créations ne sont pas des mathématiques. » Allergique à l'informatique ? Pas vraiment. Les ordinateurs, il connaît: « J'ai travaillé sur la préfiguration de la Villette, et, de l'ordinateur, j'ai retenu la lumière, celle que renvoie l'écran, j'ai cherché, et j'ai trouvé. » La colère laisse place à l'humour: « J'ai créé ma propre cou-

leur: international Quarez yellow. » Quarez l'alchimiste évoque les couleurs du spectre... « De quoi parlions nous ? » De l'exposition au Stedelijk Museum d'Amsterdam. « Les arts graphiques au musée, c'est une rareté. » Il quitte vite Amsterdam pour Varsovie. Passionné d'affiches, Michel Quarez n'hésite pas à rejoindre l'affichiste Tomazewski, l'une des grandes figures de l'école polonaise. « Aujourd'hui, les affiches sont enfermées dans du mobilier urbain, dans des écrans télé. La véritable image n'est jamais imprimée. » Seule la peinture a du sens ? Quarez ouvre une autre parenthèse, parle des inventeurs des systèmes de typographie: « Ils comptent autant que les grands peintres. » Un grincement de dents: « Les arts graphiques n'ont pas leur place au musée, les conservateurs n'achètent pas d'affiche. » Un coup de cœur cette fois pour le musée d'Amsterdam et pour certains centres d'arts contemporains qui osent autre chose. Par modestie peut-être, de sa dernière exposition, il n'en dira pas plus. « Aujourd'hui, j'attends les coups de fils, les commandes. Réaliser une affiche, c'est jouer avec les contraintes. » C'est dans la rue que Michel Quarez fait parler ses couleurs. Commande ou non, il travaille en solitaire, dans son atelier, sans relâche. Des projets et des rêves plein la tête. **Pascale Fraysse**

GROUPE VERTS ET CITOYENS
PLAINE COMMUNE
 21, AVENUE JULES-RIMET
 93218 SAINT-DENIS CEDEX
 01 55 93 57 14
 COURRIEL :
 VERTS.CITOYENS@PLAINECOMMUNE.COM.FR

GROUPE UDF-UMP
PLAINE COMMUNE
 21, AVENUE JULES-RIMET
 93218 SAINT-DENIS CEDEX
 01 49 71 89 14
 COURRIEL : GROUPE.UDF-UMP@PLAINECOMMUNE.COM.FR

GROUPE COMMUNISTES & PARTENAIRES
PLAINE COMMUNE
 21, AVENUE JULES-RIMET
 93218 SAINT-DENIS
 01 55 93 57 21
 COURRIEL :
 COMMUNISTES.PARTENAIRES@PLAINECOMMUNE.COM.FR

GROUPE SOCIALISTE
PLAINE COMMUNE
 21, AVENUE JULES-RIMET
 93218 SAINT-DENIS
 01 55 93 57 48
 SITE :
 WWW.PLAINECOMMUNE-SOCIALISTE.COM

PROCHAINE RÉUNION
 LA PROCHAINE RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE AURA LIEU LE MARDI 25 AVRIL À 19H30, AU SIÈGE

DE PLAINE COMMUNE, 21, RUE JULES-RIMET À SAINT-DENIS. DE MÊME QUE LES CONSEILS MUNICIPAUX, CEUX DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SONT OUVERTS AU PUBLIC.

EN COMMUN Mensuel de Plaine Commune
 Directeur de la publication Patrick Braouezec
 Conception & réalisation Acte 141
 Coordinateur de la rédaction Dominique Sanchez
 Maquette, secrétariat de rédaction Acte 141
 Contact Plaine Commune Téléphone : 01 55 93 55 55
 Contact rédaction Téléphone : 01 49 96 75 00
 Impression PSD (160 000 exemplaires)

Plaine Commune 21, rue Jules-Rimet 93218 Saint-Denis Cedex

GROUPE VERTS ET CITOYENS

Fort d'Aubervilliers : il faut dépolluer et décontaminer

Plaine Commune lance une étude urbaine sur le Fort d'Aubervilliers, propriété de l'État longtemps dévolue à des recherches militaires et actuellement à des activités polluantes. L'étude associe l'ensemble des acteurs concernés : ville d'Aubervilliers, communauté d'agglomération, Conseil général, Caisse des Dépôts & Consignations, pour sortir, sur ce site, un projet attendu depuis des années ! Objectif : créer des logements, un équipement public, un pôle d'éco-activités, tout en conservant les jardins familiaux et les remparts historiques existants. Ce qui est pour nous une priorité.



SOPHIE MATHIS
 Conseillère communautaire
 Adjointe au maire en charge de l'écologie à Aubervilliers

Les Verts mènent une campagne active sur le Fort depuis 2003 aux côtés des riverains, pour dénoncer la pollution et

réclamer que l'État évacue les déchets radioactifs stockés, mais en vain... En 2005, la sénatrice verte Dominique Voynet reliait nos inquiétudes au Sénat lors d'une question écrite au ministre. La Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (Ciriaad) vient de rendre son rapport. Celui-ci confirme la radioactivité et a détecté une nouvelle zone possible de pollution. Elle recommande un diagnostic exhaustif du site. Lors du dernier conseil municipal, nous avons obtenu que la décontamination soit ajoutée au champ de l'étude. Nous tenons en effet à ce que toutes les zones de pollution soient identifiées et éliminées. Nous voulons qu'un cabinet spécialisé et indépendant de l'aménageur soit missionné. Nous avons demandé également au préfet la création d'une commission de suivi, associant les collectivités, les associations et les riverains concernés.

GROUPE UDF/UMP

Le gouvernement n'oublie pas nos communes

Il est d'usage au sein de l'exécutif de Plaine Commune de déplorer à intervalles réguliers l'absence d'aide gouvernementale en faveur des espaces les plus fragilisés et des personnes les plus défavorisées de notre territoire. L'actualité récente leur apporte, une fois de plus, un cinglant démenti : non, le gouvernement n'oublie pas nos communes !



PATRICE KONIECZNY
 président du groupe UDF-UMP

Pour preuve, après l'aboutissement en février dernier du plan de rénovation urbaine d'Épinay, le ministre des Affaires sociales, Jean-Louis Borloo, s'est récemment déplacé à La Courneuve pour procéder à la signature du centième dossier de rénovation urbaine depuis sa création. Dans le même temps, le ministre de l'Éducation, Gilles de Robien, se rendait le lundi 13 mars à Stains pour lancer le label « Ambition Réussite » en faveur des collèges considérés comme sensibles,

avant de rencontrer à Épinay l'ensemble des acteurs du soutien scolaire. Il s'est longuement entretenu avec les animateurs, les accompagnants et les bénéficiaires de ce dispositif, marquant ainsi tout l'intérêt qu'il porte à l'égalité des chances au sein de notre système éducatif. Nous souhaiterions clore cet éditorial en rappelant une règle tacite, jusqu'alors respectée par l'ensemble des groupes composant la communauté d'agglomération : les tribunes doivent rester un espace d'expression politique libre sans se transformer en un réquisitoire contre telle ou telle municipalité. Nous faisons ici clairement allusion à la reprise intégrale par le groupe communiste dans sa tribune de la lettre d'une association de locataires. Nous savons pouvoir compter sur la vigilance de la majorité intercommunale et de l'équipe de rédaction pour éviter que ne se reproduise à l'avenir une telle dérive. Diriger une intercommunalité, c'est avoir à l'esprit l'intérêt des habitants et le respect de leurs élus.

GROUPE COMMUNISTES & PARTENAIRES

Solidaires des jeunes contre le CPE

Sur le territoire de Plaine Commune qui compte 2 universités, 45 000 étudiants, dix lycées avec des formations post bac, trois CFA, deux écoles d'ingénieurs, le CNAM et... un chômage des jeunes au-dessus de la moyenne nationale, le refus massivement exprimé du primé du Contrat Première Embauche a pris un sens tout particulier.

Il faut croire que bien peu d'enseignements des événements de l'automne dernier ont été tirés par un gouvernement capable d'une telle proposition devenue loi par la grâce d'un 49-3 parlementaire, sans débats ni concertation. Alors que l'opinion publique souhaite très majoritairement que les jeunes bénéficient d'une attention particulière afin de connaître autre chose que la précarité, nos gouvernants ont mijoté un contrat de travail taillé sur mesure pour la course au

profit immédiat. Sur Plaine Commune, 3000 jeunes de moins de 25 ans recherchent un emploi. Comment justifier, dans ce contexte, une période d'essai de deux ans pendant laquelle l'employeur peut licencier sans aucune justification ? Les élus communistes et partenaires de Plaine Commune se sont positionnés contre le CPE en réclamant dès le début son abrogation pure et simple, en cohérence avec le travail qu'ils font pour développer les coopérations entre les établissements de formation et les entreprises au sein de l'association Plaine Commune Promotion comme au travers de la Charte « entreprises-territoire ». Une logique de développement de l'emploi, toute autre, qui fait confiance aux jeunes en les respectant !

Lucien Marest, Pascal Beaudet, Gérard Delmonte, Mériem Derkaoui, Jean-Jacques Karman, Gilles Poux, Marie-Christine Labat, Perrine Crosnier, Ghislaine Durand, Catherine Hamriot, Annie Mathey, François Colombani, Patrick Braouezec, Didier Paillard, Claudie Gillot-Dumoutier, Stéphane Pau, Pierre Quay-Thévenon, Elisabeth Belin, Monique Lejeune, Michel Bosumala, Danièle Brichet, Karina Gatinet, Isabelle Cackron, Jacques Poulet, Daniel Desbiedras

GROUPE SOCIALISTE

Contre le CPE

La logique libérale et autoritaire du gouvernement Villepin-Sarkozy n'en finit plus d'assombrir l'horizon des jeunes qui ne sont pas issus des classes sociales aisées ou qui n'habitent pas dans des secteurs géographiques privilégiés. En novembre dernier, le mépris et la provocation du ministre de l'Intérieur avaient directement provoqué la révolte des banlieues. Sans rien avoir proposé pour redonner de véritables perspectives à la jeunesse de nos quartiers, voici maintenant que le Premier ministre Villepin entend passer en force pour imposer un « Contrat Premier Emploi » porteur de précarité, discriminatoire pour toute la jeunesse et donc également pénalisant pour l'avenir de la société.



STÉPHANE PRIVÉ
 président du groupe PS, vice-président de Plaine Commune, conseiller régional

Les élus socialistes de Plaine Commune condamnent catégoriquement le CPE. Nous constatons en effet

que, malgré l'arrivée massive d'entreprises sur le territoire intercommunal, le taux de chômage des jeunes de notre bassin de vie compte parmi les plus importants de France. Or, le CPE conforte la gestion des entreprises sur le seul critère de la rentabilité financière. Il transforme plus que jamais le salarié en simple « marchandise » et nie la dimension humaine du travailleur. Il fragilise davantage encore la situation des jeunes générations de nos quartiers déjà confrontées à la précarité, et souvent à des discriminations scandaleuses face à l'embauche. Notre travail au niveau de Plaine Commune consiste au contraire, en proximité avec nos concitoyens, à résister à cette logique financière et créer les conditions de l'insertion économique et sociale de tous en promouvant l'égalité des chances.

Le groupe socialiste de Plaine Commune : Stéphane Privé, Farid Ouallouche et Rose Gomis (Saint-Denis), Jacques Monzaque et Bernard Vincent (Aubervilliers), Daniel Goldberg et Baecr Soilihi (La Courneuve), Christian Pernot et Michel Fourcade (Pierrefitte-sur-Seine), Nicole Riou et Armand Atlan (Stains), Didier Desnoes (Villetaneuse) et Bruno Le Roux (Épinay-sur-Seine), député.

Au conseil

DROITS DE L'HOMME DANS LA VILLE

C'est avec un débat sur l'adoption de la Charte européenne des droits de l'homme dans la ville (refus de vote des élus de droite) que s'est ouvert le conseil de Plaine Commune du 28 février. Marie-Christine Labat (PCF) a rappelé que 350 communes dans le monde en sont signataires. En résumé, la charte défend « le respect au quotidien des droits de l'homme, dans la vie de tous les jours », et veut « faire avancer le respect de ces droits ». Sophie Mathis (Les



Verts) a expliqué que, « plutôt que de parler des droits de l'homme, il serait plus juste de parler des droits de la personne humaine ». Sentiment partagé par Mériem Derkaoui (PCF), pour qui l'élaboration des budgets participatifs dans les villes participe aussi des droits de l'homme. Patrice Konieczny (UDF-UMP) a regretté que le texte proposé « contienne des points sur lesquels nous sommes en désaccord, comme le droit de vote des étrangers ». A contrario, Daniel Goldberg (PS) s'est dit choqué que les européens n'aient pas aux élections locales les mêmes droits que les natifs de l'UE. « Nous

ne pouvons être voté qu'en l'état, à la prochaine conférence prévue en novembre à Lyon se livreraient sans doute « à un travail de lecture et d'adaptation » et que les remarques formulées seront transmises. Parmi les autres points à l'ordre du jour, les élus ont émis un avis défavorable au projet de l'État d'une révision du Plan d'exposition au bruit de l'aéroport Charles-de-Gaulle. Michel Bourgain (Les Verts) a notamment expliqué que ce plan « ne fait aucun lien ni avec le plan régional de protection de l'atmosphère ni avec le protocole de Kyoto », et qu'il ne prend pas non plus en compte la « superposition des nuisances de Roissy et du Bourget ». J.L.

EN COMMUN Le mensuel de Plaine Commune accueille volontiers vos courriers de lecteurs pour les publier.

a besoin de

Écrivez à **EN COMMUN** Mensuel de Plaine Commune 21, avenue Jules-Rimet 93218 Saint-Denis Cedex

VOUS !